

## LE SENS DE "SKHIRAT"<sup>1)</sup>

La réaction quasi-générale aux événements du 10 juillet<sup>2)</sup> fut la surprise. Si la monarchie marocaine ne paraissait pas plus à l'abri d'un assaut que les autres monarchies arabes, on ne l'attendait pas du côté d'où il est venu. On savait que Mohammed V puis Hassan II avaient apporté tous leurs soins à garder les forces armées sous leur autorité directe et à ne leur donner aucun sujet de mécontentement. On imagine aussi qu'ils veillaient attentivement à la fidélité de tous les cadres. Il pouvait certes y avoir des surprises de ce côté: on les aurait attendues des cadres subalternes, non des supérieurs. Ce sont les capitaines qui ont fait les révolutions d'Egypte, d'Irak et de Libye, non les généraux, et ces officiers, sortis du peuple et restés proches de lui grâce à la modicité de leurs soldes, étaient animés d'une idéologie socialisante, sinon socialiste. Quelle idéologie pouvait animer les généraux et les colonels du 10 juillet, gavés par le régime?

Ces hommes comblés, mais témoins quotidiens d'un luxe qui surpassait infiniment celui qu'on leur concédait. Ces hommes couverts d'honneurs, mais à la botte de celui que détenait tous les pouvoirs, ont-ils fini par se cabrer? Ont-ils voulu plus que la richesse et les honneurs, à l'exemple de tant d'officiers des pays arabes? La réponse à ces questions gît peut-être dans le dossier des interrogatoires qui ont précédé les exécutions. Nous ne la connaissons pas avant longtemps.

Si le secret des chefs de la conspiration nous reste provisoirement inaccessible, ne pouvons-nous reconstituer les motivations des exécutants et des complices? On entend ici par complices ceux qui ont agi par omission, en se taisant. Car il fallait beaucoup de silences ou de complicités tacites pour que cette colonne en armes pût se rendre d'Ahermoumou à Skhirat, en traversant Fès, Meknès et Rabat, sans que le roi en fût averti à aucun moment. Quant aux exécutants, le roi Hassan II a expliqué leur attitude de deux façons contradictoires: on les a dits drogués; on les a dits aussi persuadés par leurs chefs que le roi était menacé par un complot et qu'ils avaient mission de le protéger ou de le délivrer.

Nous ne croyons pas à la drogue. Celle-ci permet sans doute à un homme d'ignorer le danger, non d'agir dans un sens opposé à ses sentiments profonds. Les témoins qui en ont parlé étaient certes de bonne foi, mais se fondaient uniquement sur l'impression d'exaltation anormale que leur donnaient l'aspect et le comportement des mutins. C'est oublier qu'une impulsion d'une violence extrême, haine, révolte ou douleur, produit les mêmes effets apparents qu'une drogue. Ceux qui ont vu la foule hystérique des funérailles de Nasser auraient pu croire, eux aussi, à l'action de la drogue.

---

1) Article publié dans la revue "Esprit" dans son numéro de février 1972.

2) Le 10 juillet 1971, des éléments de l'armée marocaine, en particulier les cadets de l'Ecole d'Ahermoumou, conduits par leurs officiers, firent irruption dans une garden-party donnée par le roi Hassan II aux environs de Rabat et mitraillèrent une partie des invités. Quelques-uns d'entre eux occupèrent le poste émetteur de Rabat et y proclamèrent la république. Cependant, après une série d'épisodes restés obscurs, les putschistes renoncèrent à leur entreprise et leurs chefs - officiers généraux et supérieurs - furent fusillés.

D'autres part, on imagine tout de même difficilement que ces jeunes aient pris pour des comploteurs, réunis dans une intention hostile au roi, cette foule de hauts fonctionnaires, d'ambassadeurs et d'étrangers qui emplissait le palais de Skhirat, le verre de champagne ou l'assiette de saumon fumé à la main. A supposer que quelques-uns aient été bernés, les autres, ceux qui sont allés ensuite proclamer la république sur les ondes de Radio Maroc, ne l'étaient évidemment pas. Et c'est l'état d'esprit de ceux-ci qu'il paraît intéressant de comprendre.

Quand un tel coup frappe un régime, il est normal d'en chercher l'origine du côté de l'opposition. Ici, nul n'y a songé et Hassan II lui-même, tout en établissant un lien abstrait entre les critiques dirigées contre le pouvoir et la tentative de coup d'Etat, a formellement reconnu que l'opposition - et même les amis des accusés de Marrakech - n'avaient aucune responsabilité dans la conception, ni dans la préparation de celui-ci.

On sait que le parti de l'Istiqlal est resté monarchiste et M. Allal El-Fassi a maintes fois fait acte d'allégeance envers le trône alaouite malgré quelque sévérité qu'il apporte dans sa critique de la politique menée par le roi. Le cas de l'U.N.F.P. est plus complexe: si elle est officiellement monarchiste (comment pourrait-elle prendre, publiquement, une position différente?), elle est convaincue que la monarchie constitue le rempart le plus sûr des "féodalités" qu'on veut abattre et le principal obstacle à l'avènement du régime socialiste où on voit l'unique solution aux problèmes économiques et sociaux qu'affronte le pays.

Cette opposition organisée - et qui a récemment franchi un pas vers l'unité avec la Koutla al-wataniya, le Front national - ne représente qu'une faible partie de l'opinion marocaine d'opposition. Tous ceux qui sont en contact avec la jeunesse des écoles, étudiants et lycéens, savent à quoi s'en tenir sur les sentiments de cette classe d'âge à l'égard, non seulement du système, mais de la personne même du roi. Il n'est pas indifférent que les exécutants de Skhirat aient été des jeunes et, sinon des intellectuels - le niveau de l'école d'Ahermoumou est évidemment assez éloigné de celui de l'Université - du moins des hommes d'une certaine instruction.

Que pense la jeunesse marocaine? Il serait trop long d'en faire un tableau complet. Mais, là non plus, l'homogénéité n'est pas la loi. Certains sont marxistes - avec les chapelles variées que cette église comporte - d'autres aspirent à un "socialisme arabe", du type nasserien islamiste, mais tous sont inquiets pour leur avenir et profondément choqués par le contraste qui s'étale entre le faste insolent de quelques-uns et la misère du plus grand nombre.

On doute que les cadets d'Ahermoumou aient été mus par une idéologie précise. Leurs porte-parole de la radio n'ont pas présenté de programme. Même s'ils avaient prononcé le mot de socialisme, cela n'aurait pas signifié grand-chose: le parti gouvernemental, dans le premier parlement marocain, ne s'appelait-il pas "parti démocrate socialiste"? Mais on ne se livre pas à des voilences comme celles dont Skhirat fut le théâtre sans être mû par des sentiments puissants.

Un détail nous a frappé, parmi ceux qu'ont rapportés les témoins oculaires des scènes du 10 juillet. Les militaires qui fouillaient les invités du roi ne prenaient pas l'argent, mais ils saisissaient les objets de luxe, tels que bijoux ou briquets en or, les jetaient par terre et les foulaient aux pieds avec une sorte de rage.

Ce petit fait est à rapprocher d'un gros, si gros qu'on en parle à Alger, à Tunis, à Paris et jusqu'à Washington et qu'on ne peut aller au Maroc sans en entendre parler dix fois par jour, chez les Marocains comme chez les

étrangers: c'est la corruption<sup>1)</sup>. "L'empire du bakchich" est universel et le sous-développement lui offre un terrain plus favorable qu'ailleurs: dans un pays pauvre, le pouvoir a toujours été la source d'enrichissement la plus sûre et souvent la seule. Mais le Maroc paraît bien battre en ce domaine une sorte de record, sinon mondial - dans l'immense Asie, tout est à plus grande échelle - du moins maghrébin et peut-être arabe. Les six premiers mois de 1971 avaient été particulièrement riches en scandales. Il fallait que les choses fussent allées loin pour que le gouvernement des Etats-Unis, où le souverain devait se rendre en visite officielle, exprimât le désir de voir le voyage ajourné, et ce en raison d'une affaire de corruption où de hautes personnalités marocaines étaient compromises, si hautes et si nombreuses qu'il fallut étouffer l'affaire. Et n'est-ce pas le général Madbouh qui rapporta de Washington cette désagréable nouvelle avec, dit-on, les "pièces à conviction" en main?

Le même Madbouh était "un privilégié parmi les privilégiés", a dit Hassan II lui-même. Mais qui l'avait fait tel, lui et ses complices du 10 juillet et tous les autres privilégiés? Nul ne pense, au Maroc, que ces abus se puissent commettre tous à l'insu du prince et contre sa volonté. On y a bien plutôt l'impression - en dépit de quelques rares sanctions spectaculaires contre "des abus dans l'abus" - qu'il s'agit là d'un système de gouvernement, destiné à s'attacher la classe dirigeante et à neutraliser par les séductions qu'il offre, les personnalités de valeur - les jeunes surtout - que l'opposition risquerait de solliciter.

Tel brillant étudiant marocain, trotskiste ou maoïste quand il était à la cité universitaire de Paris, s'est retrouvé haut fonctionnaire satisfait, avec villa au Souissi (le quartier chic de Rabat) et compte en banque à Zurich. C'est vrai. Et comment les grands syndicalistes, leaders des "masses laborieuses", feraient-ils la révolution quand ils roulent dans des voitures offertes par le Palais? C'est encore vrai.

Mais les avantages du système ne vont pas sans contrepartie. Des hommes ayant une grande expérience du Maroc, devant qui nous émettions - avant le 10 juillet - des doutes sur l'efficacité de cette politique et la durée du régime qui lui fait confiance, nous répondirent que cela durait depuis des siècles, que le Marocain continuait de lier dans son esprit pouvoir et richesse et que ceux qui s'indignaient de la corruption étaient tout prêts à y succomber si la chance voulait que la tentation leur en soit offerte.

Cette vue nous avait paru pécher par deux erreurs historiques. Elle méconnaît d'abord une des plus anciennes traditions de l'Islam, le mépris des biens périssables que sont les richesses de ce monde: d'âge en âge, des réformateurs se sont levés pour dénoncer les riches et les puissants (c'étaient d'ailleurs les mêmes) et parfois entraîner un peuple misérable dans une sorte de croisade-révolution. Les Savonarole ne manquent pas dans l'histoire du monde musulman; ils manquent d'autant moins que l'oeuvre purificatrice était toujours à recommencer, les nouveaux maîtres ne tardant pas à succomber aux séductions qui avaient perdu leurs prédécesseurs. Au Maroc même, ces réformateurs sont presque tous venus du Sud, le pays de la sécheresse et de la pauvreté: Almoravides, Almohades et, au XXe siècle encore, cet El-Hiba qui sans Mangin ... Aujourd'hui, ces hommes du Sud, Berbères ou Arabes, peu importe ici la race, campent aux portes de la ville: ils peuplent pour un tiers les bidonvilles des grandes cités.

La seconde erreur méconnaît les transformations profondes qui ont affecté le Maroc de notre temps. Il y a un million et demi d'enfants dans les

---

1) Cf. discours du roi du 4 août 1971.

écoles cette année et qui presque tous apprennent le français. Il n'y a plus de "muraille de Chine" pour protéger les anciennes civilisations. Le vieil homme n'a pas disparu tout entier, certes, et Skhirat sent son style maghrébin, mais il n'est plus tout à fait le même qu'autrefois. Le pauvre hère devenu sultan, dans le conte merveilleux, c'était la seule image concevable de la misère vaincue. On sait aujourd'hui, même dans les bidonvilles, qu'elle peut être vaincue par d'autres moyens et que des peuples entiers en ont donné l'exemple. On disait autrefois d'un homme riche: "Dieu lui a donné". On ne le dit plus aujourd'hui de tous les riches et certains se voient tout bonnement traités de voleurs. Les jeunes lycéens pauvres et qui n'espèrent ni poste dans l'administration, parce que 70 % des fonctionnaires ont moins de 40 ans, ni emploi dans le secteur privé, parce qu'on en crée cent à cent dix mille dans les bonnes années alors qu'il en faudrait le double pour faire seulement face à l'accroissement de la population, comment nourriront-ils un autre sentiment que la haine pour les bénéficiaires d'un luxe insolent et qu'ils savent mal acquis?

Les habitants des bidonvilles de Casablanca ont bougé en mars 1965. La répression fut telle, nous dit alors un témoin, "qu'ils ne bougeront plus de si tôt". Le chômage des intellectuels, la révolte des diplômés constituent un danger plus subtil, accumulent un explosif plus redoutable encore. Ils ne peuvent rien contre les blindés? Sans doute. Mais il faut des diplômés pour conduire les blindés. Et voilà pourquoi les révolutions du tiers-monde ne naissent pas dans les faubourgs, comme celles de l'Europe du XIXe siècle, mais dans les camps militaires.

Un autre élément paraît digne d'être relevé dans les épisodes incohérents de cette folle journée: une violence contre l'étranger qui n'est pas habituelle, quoi qu'on en ait dit, chez le Marocain, lequel a un sens très élevé de l'hospitalité. Quand cette violence s'est exercée, par exemple en 1907, en 1912, en 1953-55, elle procédait d'un réflexe de lutte pour une indépendance menacée ou refusée. Que des invités de Skhirat, ambassadeurs, médecins, hommes d'affaires, etc., aient été traités comme ils le furent, voire abattus d'une rafale de mitraillette, cela ne saurait, non pas certes se justifier, mais s'expliquer sans un sentiment sommaire et puissant.

Pour le comprendre, un peu de recul est nécessaire. L'indépendance politique n'assure pas automatiquement l'indépendance économique, surtout quand l'industrie moderne, clef du développement, apportée ou créée par l'ex-colonisateur, demeure entre ses mains. Les pays socialistes ont résolu le problème par la nationalisation. Au Maroc, qui a choisi l'option libérale (au sens économique du mot), il eût fallu, pour assurer cette indépendance, que la bourgeoisie nationale prît la relève des capitalistes étrangers. C'est un fait qu'elle ne l'a pas voulu ou pas pu. Les très rares grands marchands fassis ne se sont pas transformés, comme leurs prédécesseurs européens du XVIIIe siècle, en "entrepreneurs capitalistes". A l'investissement à long terme de l'industriel, ils ont préféré l'investissement à court terme et spéculatif du commerçant, ou les placements "sûrs", comme la terre, les immeubles, l'or, les bijoux, laissant aux étrangers les bénéfices, mais aussi les risques de l'expansion industrielle. Carence si criante que cet Etat "libéral" mais "nationaliste" a dû lui-même intervenir, et de plus en plus largement, dans les investissements industriels qui, sans lui, eussent été assumés presque entièrement par des capitalistes étrangers. Quand on créa la B.N.D.I. (Banque nationale de développement industriel), dont le nom dit bien l'objectif, avec des capitaux fournis partie par l'Etat, partie par des groupes étrangers, il fut entendu que 10 % des actions seraient mises à la disposition des capitalistes nationaux. Ceux-ci s'abstinrent si bien que les groupes étrangers durent souscrire aussi les 10 %.

étrangers: c'est la corruption<sup>1)</sup>. "L'empire du bakchich" est universel et le sous-développement lui offre un terrain plus favorable qu'ailleurs: dans un pays pauvre, le pouvoir a toujours été la source d'enrichissement la plus sûre et souvent la seule. Mais le Maroc paraît bien battre en ce domaine une sorte de record, sinon mondial - dans l'immense Asie, tout est à plus grande échelle - du moins maghrébin et peut-être arabe. Les six premiers mois de 1971 avaient été particulièrement riches en scandales. Il fallait que les choses fussent allées loin pour que le gouvernement des Etats-Unis, où le souverain devait se rendre en visite officielle, exprimât le désir de voir le voyage ajourné, et ce en raison d'une affaire de corruption où de hautes personnalités marocaines étaient compromises, si hautes et si nombreuses qu'il fallut étouffer l'affaire. Et n'est-ce pas le général Madbouh qui rapporta de Washington cette désagréable nouvelle avec, dit-on, les "pièces à conviction" en main?

Le même Madbouh était "un privilégié parmi les privilégiés", a dit Hassan II lui-même. Mais qui l'avait fait tel, lui et ses complices du 10 juillet et tous les autres privilégiés? Nul ne pense, au Maroc, que ces abus se puissent commettre tous à l'insu du prince et contre sa volonté. On y a bien plutôt l'impression - en dépit de quelques rares sanctions spectaculaires contre "des abus dans l'abus" - qu'il s'agit là d'un système de gouvernement, destiné à s'attacher la classe dirigeante et à neutraliser par les séductions qu'il offre, les personnalités de valeur - les jeunes surtout - que l'opposition risquerait de solliciter.

Tel brillant étudiant marocain, trotskiste ou maoïste quand il était à la cité universitaire de Paris, s'est retrouvé haut fonctionnaire satisfait, avec villa au Souissi (le quartier chic de Rabat) et compte en banque à Zurich. C'est vrai. Et comment les grands syndicalistes, leaders des "masses laborieuses", feraient-ils la révolution quand ils roulent dans des voitures offertes par le Palais? C'est encore vrai.

Mais les avantages du système ne vont pas sans contrepartie. Des hommes ayant une grande expérience du Maroc, devant qui nous émettions - avant le 10 juillet - des doutes sur l'efficacité de cette politique et la durée du régime qui lui fait confiance, nous répondirent que cela durait depuis des siècles, que le Marocain continuait de lier dans son esprit pouvoir et richesse et que ceux qui s'indignaient de la corruption étaient tout prêts à y succomber si la chance voulait que la tentation leur en soit offerte.

Cette vue nous avait paru pécher par deux erreurs historiques. Elle méconnaît d'abord une des plus anciennes traditions de l'Islam, le mépris des biens périssables que sont les richesses de ce monde: d'âge en âge, des réformateurs se sont levés pour dénoncer les riches et les puissants (c'étaient d'ailleurs les mêmes) et parfois entraîner un peuple misérable dans une sorte de croisade-révolution. Les Savonarole ne manquent pas dans l'histoire du monde musulman; ils manquent d'autant moins que l'oeuvre purificatrice était toujours à recommencer, les nouveaux maîtres ne tardant pas à succomber aux séductions qui avaient perdu leurs prédécesseurs. Au Maroc même, ces réformateurs sont presque tous venus du Sud, le pays de la sécheresse et de la pauvreté: Almoravides, Almohades et, au XXe siècle encore, cet El-Hiba qui sans Mangin ... Aujourd'hui, ces hommes du Sud, Berbères ou Arabes, peu importe ici la race, campent aux portes de la ville: ils peuplent pour un tiers les bidonvilles des grandes cités.

La seconde erreur méconnaît les transformations profondes qui ont affecté le Maroc de notre temps. Il y a un million et demi d'enfants dans les

---

1) Cf. discours du roi du 4 août 1971.

écoles cette année et qui presque tous apprennent le français. Il n'y a plus de "muraille de Chine" pour protéger les anciennes civilisations. Le vieil homme n'a pas disparu tout entier, certes, et Skhirat sent son style maghrébin, mais il n'est plus tout à fait le même qu'autrefois. Le pauvre hère devenu sultan, dans le conte merveilleux, c'était la seule image concevable de la misère vaincue. On sait aujourd'hui, même dans les bidonvilles, qu'elle peut être vaincue par d'autres moyens et que des peuples entiers en ont donné l'exemple. On disait autrefois d'un homme riche: "Dieu lui a donné". On ne le dit plus aujourd'hui de tous les riches et certains se voient tout bonnement traités de voleurs. Les jeunes lycéens pauvres et qui n'espèrent ni poste dans l'administration, parce que 70 % des fonctionnaires ont moins de 40 ans, ni emploi dans le secteur privé, parce qu'on en crée cent à cent dix mille dans les bonnes années alors qu'il en faudrait le double pour faire seulement face à l'accroissement de la population, comment nourriraient-ils un autre sentiment que la haine pour les bénéficiaires d'un luxe insolent et qu'ils savent mal acquis?

Les habitants des bidonvilles de Casablanca ont bougé en mars 1965. La répression fut telle, nous dit alors un témoin, "qu'ils ne bougeront plus de si tôt". Le chômage des intellectuels, la révolte des diplômés constituent un danger plus subtil, accumulent un explosif plus redoutable encore. Ils ne peuvent rien contre les blindés? Sans doute. Mais il faut des diplômés pour conduire les blindés. Et voilà pourquoi les révolutions du tiers-monde ne naissent pas dans les faubourgs, comme celles de l'Europe du XIXe siècle, mais dans les camps militaires.

Un autre élément paraît digne d'être relevé dans les épisodes incohérents de cette folle journée: une violence contre l'étranger qui n'est pas habituelle, quoi qu'on en ait dit, chez le Marocain, lequel a un sens très élevé de l'hospitalité. Quand cette violence s'est exercée, par exemple en 1907, en 1912, en 1953-55, elle procédait d'un réflexe de lutte pour une indépendance menacée ou refusée. Que des invités de Skhirat, ambassadeurs, médecins, hommes d'affaires, etc., aient été traités comme ils le furent, voire abattus d'une rafale de mitraillette, cela ne saurait, non pas certes se justifier, mais s'expliquer sans un sentiment sommaire et puissant.

Pour le comprendre, un peu de recul est nécessaire. L'indépendance politique n'assure pas automatiquement l'indépendance économique, surtout quand l'industrie moderne, clef du développement, apportée ou créée par l'ex-colonisateur, demeure entre ses mains. Les pays socialistes ont résolu le problème par la nationalisation. Au Maroc, qui a choisi l'option libérale (au sens économique du mot), il eût fallu, pour assurer cette indépendance, que la bourgeoisie nationale prît la relève des capitalistes étrangers. C'est un fait qu'elle ne l'a pas voulu ou pas pu. Les très rares grands marchands fassis ne se sont pas transformés, comme leurs prédécesseurs européens du XVIIIe siècle, en "entrepreneurs capitalistes". A l'investissement à long terme de l'industriel, ils ont préféré l'investissement à court terme et spéculatif du commerçant, ou les placements "sûrs", comme la terre, les immeubles, l'or, les bijoux, laissant aux étrangers les bénéfices, mais aussi les risques de l'expansion industrielle. Carence si criante que cet Etat "libéral" mais "nationaliste" a dû lui-même intervenir, et de plus en plus largement, dans les investissements industriels qui, sans lui, eussent été assumés presque entièrement par des capitalistes étrangers. Quand on créa la B.N.D.I. (Banque nationale de développement industriel), dont le nom dit bien l'objectif, avec des capitaux fournis partie par l'Etat, partie par des groupes étrangers, il fut entendu que 10 % des actions seraient mises à la disposition des capitalistes nationaux. Ceux-ci s'abstinrent si bien que les groupes étrangers durent souscrire aussi les 10 %.

La "marocanisation du secteur tertiaire", annoncée l'an dernier, répond pleinement aux vœux de la bourgeoisie marocaine. Confortablement installée à l'ombre d'un secteur secondaire dont les charges et les risques sont partagés entre l'Etat et les étrangers, elle s'enrichit rapidement (on gagne plus d'argent et plus vite dans la publicité qu'à fabriquer de la fonte) dans un vertige à la Guizot, mais d'où sont absents les "maîtres de forges" qui créaient l'industrie de la France de Louis-Philippe.

Ce vertige a saisi les hauts fonctionnaires, dont beaucoup sont issus de cette bourgeoisie ou lui sont alliés par mariage, et dont les autres, "les boursiers", trouvent dans le diplôme le Sésame qui ouvre la porte du trésor. Le bourgeois louis-philippard épargnait âprement et évitait avec soin les signes extérieurs de la richesse. L'ostentation du Bédouin, crève-la-faim ou prodigue, reparait dans le Marocain arrivé: on a honte de "recevoir", dans certain milieu de la capitale, si l'on n'a pas au moins une piscine dans le jardin de sa villa.

Ceux qui demeurent à la porte du festin, éclaboussés par le luxe des invités, sont enclins à confondre dans la même envie et la même réprobation tous ceux, nationaux ou étrangers, qui vivent dans la même faste, si éloigné de la misère du plus grand nombre et de la médiocrité de la petite bourgeoisie. Un peu d'instruction et d'information en plus, et les profiteurs locaux du tertiaire seront considérés comme les valets des maîtres étrangers du secondaire. Cela s'écrit couramment dans les revues progressistes du Maroc. Les intellectuels qui les rédigent ont lu Marx et dénoncent dans cette bourgeoisie, pilier du régime, l'instrument docile du "capitalisme occidental".

Les cadets d'Ahermoumou n'ont pas lu Marx et ne lisent sans doute pas les revues progressistes. Mais ils savent que les profits des grands bourgeois et des fonctionnaires prévaricateurs sont à l'abri dans les banques des pays capitalistes. Ils n'en sont pas au stade idéologique, mais seulement à celui de l'indignation morale et du réflexe nationaliste. Ces deux forces ont suffi à mettre le régime au bord du gouffre, faisant ainsi apparaître ce que nous croyons être une de ses principales faiblesses.

Un Français habitant le Maroc nous disait se trouver chez des amis marocains tandis qu'arrivaient, d'heure en heure, les nouvelles des événements de Skhirat. La joie apparut d'abord, puis la gêne et chacun de courir enfin pour affirmer à temps son loyalisme. L'anecdote évoquait pour nous le récit célèbre de la mort de Britannicus, où Tacite montre les convives les yeux fixés sur le visage du prince pour conformer le leur à l'expression du sien. On peut tirer du rapprochement des deux scènes une preuve supplémentaire de l'universalité du génie de Tacite. On peut y voir aussi un indice de l'archaïsme du régime de Rabat: il est des archaïsmes motorisés.

Nous appelons archaïque un régime qui ne répond plus aux caractéristiques socio-psychologiques du peuple dont il dirige le destin. Ce n'est pas la monarchie en tant que telle qui est en cause: il existe des républiques archaïques. Mais on ne gouverne pas un pays au XXe siècle, si tenaces qu'y soient certaines forces du passé, comme on le gouvernait jadis. Un Marocain loyaliste nous disait récemment de Hassan II: "Il prétend à la fois être un roi moderne et gouverner le pays comme le faisait Moulay Ismaïl. Ce n'est pas possible."

Le pouvoir personnel et absolu a toujours eu ses risques et ses inconvénients. Dans la complexité du monde moderne, on doute qu'il reste encore praticable. L'homme qui gouverne seul est condamné à se trouver de plus en plus seul, jusqu'à devenir le prisonnier impuissant de sa solitude. "Il n'écoute plus personne, on ne peut plus lui dire la vérité", cette lamentation des

conseillers fidèles est de tous les temps: elle retentissait encore il n'y a guère dans les couloirs des palais marocains.

Il existe des leaders "charismatiques" qui compensent la solitude du pouvoir absolu par une sorte de communion magique avec leur peuple. A défaut des dons du génie, strictement personnels, les anciens rois de France avaient l'onction du sacre, les sultans alaouites "La baraka". Cela suffit-il encore, dans le Maroc de 1971, à assurer la communication entre le souverain et son peuple?

Les observateurs ont été frappés, au cours de la journée du 10 juillet, par la passivité à peu près totale de la population marocaine. Aucune foule ne s'est rassemblée ni pour défendre le roi, ni pour aider les mutins. Tout l'événement paraît s'être déroulé dans une sorte d'empyrée, loin au-dessus des têtes des simples mortels, qui n'avaient ni le moyen ni le goût d'y accéder. La rapidité des faits n'a guère laissé aux masses, il est vrai, le temps de réagir. Mais le soulagement de savoir le roi sauf et le coup manqué aurait dû provoquer une explosion de joie chez le "peuple fidèle". L'absence de réaction spontanée illustre encore une fois, s'il en était besoin, la cruelle solitude du pouvoir absolu et corrompu.

Il est un autre aspect du putsch qu'on ne peut s'empêcher de noter, encore que son interprétation présente bien des difficultés, c'est son aspect de "siba" berbère. Ce n'est un secret pour personne que les Forces armées royales étaient en grande partie une armée berbère. Berbère non seulement dans la masse des "deuxième classe", mais dans ses cadres les plus élevés: la plupart des généraux fusillés le 12 juillet étaient d'origine berbère. Cela s'explique certes par des raisons bien naturelles: le goût des armes et de la carrière militaire est demeuré plus vif chez les rudes tribus montagnardes, qui sont encore en majorité berbérophones. Et il serait ridicule et faux de présenter le putsch comme une insurrection des Berbères contre les Arabes. Ce que nous voulons simplement relever, c'est que Hassan II, sentant monter les périls, avait eu, semble-t-il, le même réflexe que le Protectorat menacé: s'appuyer sur les Berbères, considérés comme les plus sûrs, parce que les plus traditionalistes et les moins contaminés par les poisons du modernisme. Décidément, le mythe du "Bon Berbère" a la vie dure, et il réserve toujours les mêmes déceptions à ceux qui lui font confiance.

Les Berbères ont rarement été unis entre eux: tribus et clans se sont toujours affrontés et déchirés. Les aides de camp du roi, massacrés à Skhirat, étaient eux aussi berbères. Madbouh et les principaux chefs de la rébellion n'étaient pas seulement berbères mais rifains. On sait que le Rif s'était soulevé en 1958 et que la répression menée par les F.A.R., dont le prince Moulay Hassan était le chef d'Etat-major, avait été fort dure. Quel rôle a pu jouer ce souvenir, enfoui mais vivant, dans la décision des chefs mutins? Il est impossible de le savoir. Ce qu'on peut, en revanche, affirmer avec certitude, c'est que les fières tribus montagnardes dont ces généraux comblés d'honneurs étaient l'orgueil et l'espoir n'oublieront pas de si tôt l'image de leurs corps criblés de balles et sur lesquels crachaient les goujats. La vendetta est le plus prisé des plats berbères et l'on sait qu'il se mange froid.

Les Rifains en "siba" de 1958 répétaient à l'envi: "Nous en avons assez du gouvernement des Fassis." Les habitants de Fès, nombreux, à vrai dire, dans les avenues du pouvoir, n'étaient pris ici qu'à titre de symbole: symbole de la ville, avec son accumulation de richesse et de luxe, qui excite à la fois l'envie du pillard, la haine du misérable et la réprobation du puritain. Nous retrouvons ici des facteurs que nous avons déjà décelés dans la mystérieuse affaire de Skhirat et qui nous permettent sans doute de remettre à sa juste place l'aspect de "siba berbère". Ces Berbères,

plus guerriers, plus pauvres et plus puritains que les autres ruraux, ne sont peut-être que le fer de lance de cette armée de la paysannerie marocaine, qui s'est soulevée de siècle en siècle contre le luxe et l'oppression des cités et qui sait de plus en plus que sa misère n'a pas la fatalité d'un décret d'Allah. L'instinct des simples est ici confirmé par les analyses des économistes: les chiffres montrent que l'élévation du niveau de vie des citadins - disons, pour être juste, de certains citadins - s'est faite au détriment de celui des ruraux.

Il est souvent utile, pour comprendre les origines d'un mouvement politique, de considérer ce qu'il devient ensuite. Dans le cas d'un échec, comme ici, nous n'avons pas cette ressource. Mais il n'est pas interdit de se demander ce qu'aurait donné le putsch, s'il avait réussi. On a évoqué le régime grec des colonels. Nous songerions plutôt, pour notre part, au système nasserien. Si la balle qui a frappé Madbouh était passée quelques centimètres plus loin, peut-être le Maroc serait-il aujourd'hui gouverné par un groupe d'officiers nasseriens.

D'une révolution de palais, le putsch manqué du 10 juillet a toutes les apparences. C'est, croyons-nous, en réalité, bien autre chose. Ce qui vient à la surface, à travers les balbutiements de reîtres outillés en armes et en idées, ce sont les grands problèmes qui prennent à la gorge tous les pays du tiers-monde et que le Maroc a trop tardé à regarder en face.

Oui, le peuple marocain a vécu pendant des siècles dans la pauvreté, souvent dans la misère, mais la mort balayait périodiquement les excédents de population. Aujourd'hui, cet excédent est chiffré: 3,2 % par an, ce qui veut dire que la population double tous les vingt ans. Et ces hommes qui ne meurent plus mais qui ne mangent pas, vont à l'école et écoutent la radio: il y a des transistors sous la tente et dans la nouala. Le temps de la résignation est révolu.

Le système qui s'est écroulé le 10 juillet de cette année, c'est celui du vieux Makhzen, qui s'était perpétué anachroniquement en plein XXe siècle, à travers quarante-quatre ans de Protectorat et quinze ans d'indépendance et qui consistait à pomper la richesse du pays au profit du pouvoir et de ceux qui gravitaient autour.

La théorie économique du développement est à la fois très compliquée et très simple. Pour produire plus, il faut investir; pour investir, il faut épargner; pour épargner, il faut consommer moins qu'on ne produit, c'est-à-dire se priver. Pendant des siècles, la masse des humbles a été seule à se priver et l'a accepté. Aujourd'hui elle ne l'accepte plus; elle l'accepte encore moins quand elle voit une minorité de privilégiés se gorger d'une richesse insolente, qui n'a même pas le mérite d'avoir été gagnée dans une activité vraiment productive. L'égalité des privations n'est peut-être qu'une chimère. Il faut, du moins, que l'inégalité ne soit pas trop criante et que les plus pauvres profitent eux aussi de leurs sacrifices, qui sont les plus lourds.

C'est tout simple, mais cela ne demande rien moins qu'une révolution. Quand les révolutions ne se font pas dans l'ordre et la paix (il y en a de telles), elles se font dans le sang et la destruction, où les petits ont plus encore à souffrir que les grands.

Les portes du destin sont encore ouvertes. Les grincements du 10 juillet montrent que les gonds ont commencé de tourner.